

Société

Jihadisme *made in Belgium* : un terrorisme religieux ?

À propos des jeunes de nos cités qui s'engagent sur la voie de la violence terroriste, on parle volontiers de radicalisation religieuse. Cette focalisation sur la religion occulte les causes sociales, économiques et politiques du jihadisme en Europe et en particulier en Belgique.

Avec le soutien de la



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Comment des jeunes qui sont nés et ont grandi en Belgique en viennent-ils à adhérer à la cause djihadiste au point de partir combattre en Syrie ou de se faire exploser dans des attentats meurtriers ? Depuis l'irruption dans nos villes de la violence terroriste perpétrée par des jeunes issus de nos quartiers, psychologues, sociologues, philosophes, spécialistes des religions ou du terrorisme tentent d'expliquer ce qui semble inexplicable. Et, de fait, l'analyse de ce terrorisme né au cœur de nos villes ne peut être que multiple, car il n'y a pas d'explication unique, de parcours linéaire jalonné de causes et d'effets qui s'enchaînent. Il faudrait plutôt recourir au « mind mapping », avec au centre le terroriste et son acte, et tout autour les multiples facteurs, pour la plupart interreliés, qui l'ont engendré.

Il se pourrait qu'une partie de l'explication, qu'un élément de cette carte mentale réside dans **l'évolution du milieu associatif qui est présent depuis des décennies dans la vie locale**, notamment à Bruxelles, et de sa relation au politique.

Les jeunes – et en particulier les jeunes issus de l'immigration – ont, depuis les années 70, pu compter sur un secteur associatif très actif au sein de leurs quartiers. **Ces associations**, dont certaines existent depuis des décennies, **ont** cependant **changé de visage au fil du temps**, traduisant les évolutions de la société et les rôles successifs qu'elles s'assignaient ou qui lui ont été peu à peu assignés par les autorités publiques. Retour dans les années 70, donc.

En 1974, lorsqu'il est officiellement mis fin à l'immigration organisée, il s'agit de **favoriser la pleine intégration des personnes d'origine étrangère dans notre pays**. L'islam est alors reconnu comme religion officielle en Belgique. Dans le cadre d'accords bilatéraux où l'on s'échange des « cadeaux », le Roi Baudouin fait même don aux musulmans wahhabites (d'Arabie saoudite) de la mosquée du Cinquantenaire. Ainsi, les diplomates présents en Belgique auront l'occasion de pratiquer leur culte. Notre souverain mesurait-il à l'époque la véritable nature de cet islam fondamentaliste qui pratique la décapitation et incite à la « guerre sainte » ?

Durant cette décennie et jusqu'au début des années 80, **cette première génération de migrants est épaulée par un secteur associatif émergent**, animé notamment par des syndicalistes qui vont aider les enfants dans leur travail scolaire, alphabétiser les adultes, aider les familles.

« Touche pas à mon pote »

Au milieu des années 80, suite à la montée de Front national et à des agressions racistes en France, apparaît un peu partout la célèbre main du mouvement **SOS Racisme** : « **Touche pas à mon pote** ». **La deuxième génération, née chez nous, ne se sent plus « immigrée »**, elle se veut pleinement citoyenne de son pays natal. En France, elle revendique pour les étrangers une carte de séjour de 10 ans et le droit de vote. En Belgique, le collectif « Objectif 82 » milite également pour

le droit de vote des étrangers. **Les jeunes issus de l'immigration s'engagent politiquement**, ils se mobilisent, notamment au sein des associations de quartier, pour réclamer des droits égaux à ceux des citoyens « de souche ».

Mais **ce mouvement populaire jeune n'a pas atteint son but** : il a été politiquement récupéré et n'a pas débouché sur plus d'égalité sociale entre jeunes d'origines différentes, ni plus d'égalité sociale « tout court », d'ailleurs. Encore et toujours, les jeunes des quartiers populaires se sentent mis hors-jeu dans cette société qui les somme de s'intégrer tout en perpétuant discriminations et injustices sociales.

C'est contre ces injustices qu'en 1991 ont lieu des émeutes à Forest, déclenchées par un contrôle policier d'un jeune en cyclomoteur, au cours duquel le ton monte rapidement. Les jeunes se sentent délaissés, mal-aimés dans leur ville : leur quartier n'est pas entretenu, ils manquent d'espaces pour se rassembler, ils reprochent à la police de les contrôler trop souvent, au faciès. Ils voient aussi de rutilantes voitures s'arrêter devant « Les Bains », une boîte de nuit chic qui fait tache dans le quartier. Une boîte de nuit dans laquelle ils n'auront jamais les moyens – ni l'autorisation - d'entrer.

Dans ce mouvement de révolte, on ne perçoit pas de réel leadership, comme il pouvait y en avoir dans le mouvement SOS Racisme de la décennie précédente. Durant ces années 90 – 2000, des conventions sont passées entre l'associatif et les pouvoirs publics pour mettre en œuvre des priorités publiques. Ainsi, **peu à peu, l'associatif militant s'institutionnalise, il devient un corps intermédiaire entre le politique et les citoyens**. Un peu comme les syndicats qui, pour partie, jouent le rôle de bureaux d'information sur les allocations de chômage et accompagnent les chômeurs dans les politiques d'activation.

La fin du XX^e siècle est aussi la décennie où l'on doit bien constater que les mouvements sociaux ont échoué à orienter la politique vers plus de justice et d'égalité sociale. Le néolibéralisme, libéré depuis la chute du Mur de Berlin, étend son hégémonie et répand l'éloge de l'individu, tendant à remiser l'action syndicale au rang des antiquités poussiéreuses. À chacun de se faire sa place dans un monde où le sentiment collectif s'effrite et où les *success stories* laissent croire que tous combattent à armes égales.

Du coup, peu à peu, **l'associatif perd son caractère militant. Il est de plus en plus vu par le public lui-même comme un lieu où l'on peut bénéficier de services** et plus comme un lieu où l'on peut s'engager en tant que citoyen ou exprimer ses frustrations et les partager avec d'autres.

« Touche pas à mon foulard »

Est-ce le résultat de décennies de tentatives d'intégration plus ou moins vaines ? D'une société qui dit aux jeunes de s'intégrer tout en les laissant derrière des portes fermées ? Toujours est-il que, **dans les années 2000, les jeunes ne demandent plus tant à être intégrés dans la société qu'à être reconnus dans leur « identité »**. Et cette « identité », pour les jeunes issus de cultures musulmanes, se cristallise principalement autour de la religion. On passe de « Touche pas à mon pote » à « Touche pas à mon foulard ».

Signe visible de l'appartenance religieuse, le foulard coiffe en effet de plus en plus de têtes féminines, déclenchant les polémiques que l'on sait, notamment dans les écoles. Comme pour dire « **puisque on ne sera jamais égaux, autant être franchement différents** » et l'être fièrement. Retour du religieux, signe d'une recherche de sens, d'une spiritualité revivifiée ? Pas sûr. **L'islam est pratiqué « à la carte »** par cette génération : les uns font le ramadan mais boivent de l'alcool par ailleurs, les autres portent le voile mais ne vont jamais à la mosquée, d'autres encore la fréquentent irrégulièrement...¹ Cela laisse penser que la dimension identitaire, sociale, est plus prégnante que le souci de respecter des préceptes religieux. Des préceptes qui avaient du reste été largement délaissés, en tout cas pour ce qui est de la tenue vestimentaire : le retour en force du voile sous nos latitudes ne date que d'une vingtaine d'années et la première génération d'immigrées ne dédaignait pas la jupe au-dessus du genou...

Quant au *leadership* qui manquait dans les années 90, le voici qui se détache ; et il n'est pas politique mais religieux. Il est incarné notamment par Tarik Ramadan qui réclame **le droit à la différence, à une identité de citoyen-musulman-belge-européen**. Dans les associations, on trouve très peu de jeunes immigrés à des postes de responsabilité. Ils semblent ne plus s'y reconnaître ou, à tout le moins, ne plus y trouver un lieu pour exprimer leur révolte, qu'elle soit liée simplement à l'adolescence ou aux injustices sociales dont ils se sentent victimes.

Terrorisme : des dimensions politiques et sociales

Ainsi, **la violence extrême** qui séduit certains jeunes (pas tous issus de l'immigration, d'ailleurs, il n'est pas inutile de le rappeler) **a des racines autant politiques que sociales** – la religion n'étant finalement que le prétexte, l'instrument qui permet d'extérioriser, de canaliser les frustrations accumulées.

À ces jeunes déçus de leur propre société où ils sentent qu'ils ne sont pas les bienvenus, Daech (comme d'autres groupes islamistes - le Front al-Nosra notamment) va donner des raisons de s'indigner et de se mobiliser : « regardez le

¹ <http://www.lesoir.be/882224/article/actualite/belgique/2015-05-19/belgo-marocains-nes-en-belgique-se-sentent-moins-integres-societe>

peuple syrien, abandonné par l'Occident comme vous l'êtes par vos gouvernants. Vous êtes dans le camp des perdants ? En rejoignant le jihad, vous pourrez être utiles au peuple syrien et rendre la monnaie de leur pièce à ces Occidentaux qui vous méprisent... Regardez l'Europe, qui veut faire la loi dans le monde mais est incapable de vous donner du travail... »

Daech (ou État Islamique) est l'acronyme du nom arabe de l'organisation qui signifie « État islamique de l'Iraq et de Châm », Châm désignant la Syrie, ou tout le Levant, en arabe. **Daech est une organisation militaire et politique, d'idéologie sunnite, particulièrement hostile aux chiites, salafiste et djihadiste, qui apparaît dans le courant de l'année 2013.** Profitant des bouleversements géopolitiques causés par les conflits en Irak puis en Syrie, elle s'étend peu à peu dans ces deux pays. En juin 2014, l'organisation, considérée par ses partisans comme un État, proclame la restauration d'un califat sur les territoires qu'elle contrôle, un État musulman de l'Afrique du Nord à l'Asie centrale.

Daech recrute des combattants dans le monde entier pour développer la religiosité des populations, fonder un ordre social et politique conforme à son islam, faire appliquer la charia et militariser la société.

Hors du Proche-Orient, plusieurs groupes djihadistes lui prêtent allégeance, et des attentats sont commis en son nom en Asie, en Afrique et en Europe.

Daech est considéré comme une organisation terroriste par de nombreux États dans le monde et est accusé, par les Nations Unies, la Ligue arabe, les États-Unis et l'Union européenne, de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité, de nettoyage ethnique et de génocide.

Daech est né en 2013 à la frontière irako-syrienne après l'invasion de l'Irak par la coalition menée par les États-Unis en 2003 qui a mené à la chute du parti Baas de Saddam Hussein et après le début du conflit syrien. Des membres de ce parti – laïc - sont d'ailleurs entrés dans les rangs de Daech, qui avait bien, dans cette guerre, de quoi alimenter la haine de l'Occident.

Ceci nous rappelle quelque chose que nous avons tendance à oublier depuis l'attentat des tours jumelles à New-York en 2001 : **le terrorisme a toujours une dimension politique**, que l'on a beau jeu aujourd'hui de noyer sous des considérations identitaires culturelles et religieuses.

Le fait que des jeunes de nos quartiers rejoignent un groupe terroriste né à des milliers de kilomètres de chez nous restera probablement difficile à comprendre. Mais nous pouvons avancer dans cette compréhension en entendant **les questions que ce phénomène nous pose :**

- Ce qu'on appelle **la « radicalisation » n'est pas l'apanage des jeunes immigrés** de nos quartiers. Comment expliquer que des ouvriers du nord de la France, par exemple, traditionnellement socialistes si pas communistes, en viennent à voter pour le Front National et à faire de leur région un haut lieu de l'extrême-droite ?

Quelles questions cela pose-t-il au monde politique, à notre société plus globalement ?

- Comment se fait-il que **nous ayons laissé s'approfondir l'écart entre riches et pauvres au point de nourrir les extrémismes** (de droite ou de gauche) comme dans l'entre-deux-guerres ?

- **Pourquoi**, après des décennies d'efforts, de plans de cohésion sociale, d'écoles à discrimination positive, de plans Rosetta et Cie, **des milliers de jeunes ne se sentent-ils pas pleinement membres de la société** au point que certains d'entre eux éprouvent le besoin de se construire une identité de substitution à travers une interprétation guerrière de la religion de leurs parents ?

- Comment expliquer que **toute une génération de jeunes** (et pas seulement issus de l'immigration) **se trouvent tellement désenchantés, désabusés par rapport au politique** et au monde des adultes en général, où ils ne se sentent pas attendus ?

- **Les associations de terrain**, qui contribuaient à former des citoyens engagés, qui tissaient du lien social et intergénérationnel, **ont été peu à peu vidées de leur substance politique et militante** à mesure qu'elles étaient instrumentalisées par les politiques publiques. **Ne jouaient-elles pas un rôle fondamental dans la société, qui n'a pas été reconnu à sa juste valeur ?** Le politique reconnaît-il, aujourd'hui, le rôle primordial joué par les associations dans la cohésion sociale, un rôle dénaturé par des plans qui leur sont imposés en échange de financements ?

- **N'est-ce pas pour du pétrole**, donc pour notre confort et la préservation de notre mode de vie, **que nos pays ont accompagné les États-Unis dans la guerre en Irak**, dont nous accusons aujourd'hui le retour de boomerang sous les coups de Daech ?

Aujourd'hui, nos sociétés veulent voir dans le terrorisme qui nous frappe un phénomène de radicalisation religieuse qui concerne une partie des jeunes de culture musulmane. La réponse apportée jusqu'à présent est essentiellement sécuritaire et conduit à une stigmatisation accrue des jeunes d'origine immigrée et de leur culture. Faute de se confronter aux dimensions politiques et sociétales internes et internationales de ce terrorisme du XXI^e siècle, nos sociétés sont en train de fabriquer de nouvelles proies pour Daech et donc de contribuer à sa victoire.

Myriem Amrani et Isabelle Franck